



Répercussions des pénuries de main-d'œuvre sur l'avenir de l'agriculture en Nouvelle-Écosse

Prévisions agricoles jusqu'en 2029



Le secteur agricole du Canada affrontera des défis uniques relativement au marché du travail pour les années à venir. Le présent rapport examine l'incidence de ces difficultés sur la province de la Nouvelle-Écosse entre aujourd'hui et 2029.



Aperçu à l'échelle provinciale

En raison de sa grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers et d'une pénurie de main-d'œuvre qui s'intensifie rapidement, le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse sera aux prises avec des défis importants au cours de la prochaine décennie.

En 2017, l'industrie agricole de la Nouvelle-Écosse employait 6 600 personnes, soit environ 2 % de la main-d'œuvre agricole canadienne. Bien qu'il s'agissait du quatrième plus petit employeur du secteur de l'agriculture canadien, l'industrie détenait la plus grande part des travailleurs agricoles des provinces de l'Atlantique.

Le secteur des fruits de verger et de la vigne* est le principal employeur agricole de la province, représentant un peu moins du tiers de la main-d'œuvre agricole de la Nouvelle-Écosse.

Le secteur agricole de la province compte fortement sur les travailleurs étrangers. En 2017, il employait 1 900 travailleurs étrangers, soit environ 29 % de l'effectif total du secteur. Seule la province de l'Ontario compte davantage sur cette source de main-d'œuvre.

Les travailleurs étrangers de la province sont concentrés dans trois industries agricoles. Un peu moins d'un sur trois (30 %) sont employés dans l'industrie des fruits de verger et de la vigne, un peu plus d'un sur dix (11 %) est employé dans l'industrie de la culture en serre et en pépinière et floriculture, et un peu moins d'un sur dix (9 %) est employé dans l'industrie des fruits de champs et légumes.

L'industrie des fruits de verger et de la vigne, le plus gros employeur agricole de la province, est également l'une des industries les plus physiquement exigeantes, car de nombreux produits doivent être cueillis et emballés à la main. C'est pourquoi l'industrie manque de main-d'œuvre, particulièrement à la haute saison.

*Dans les données tirées de l'information sur le marché du travail, le secteur agricole canadien est divisé en 11 domaines de production : 1) apiculture; 2) aquaculture; 3) bœuf; 4) produits laitiers; 5) fruits de champs et légumes; 6) céréales et oléagineux; 7) culture en serre et en pépinière et floriculture; 8) volaille et œufs; 9) mouton et chèvre; 10) porcs; 11) fruits de verger et vigne.

Coup d'œil sur l'industrie agricole de la Nouvelle-Écosse

En 2017 :

- Emploie 6 585 personnes
- 29 % de main-d'œuvre étrangère
- 251 emplois non pourvus
- 33 millions de dollars de pertes de ventes attribuables aux pénuries de main-d'œuvre

En 2029 :

- 7 190 travailleurs requis
- 43 % de la main-d'œuvre partie à la retraite
- 2 600 emplois potentiellement non pourvus

En 2017, le secteur agricole de la province a connu une importante pénurie de main-d'œuvre, ses besoins en main-d'œuvre dépassant de 1 400 emplois l'offre intérieure. D'ici 2029, le vieillissement de la main-d'œuvre agricole et la baisse du nombre de jeunes dans la province réduiront encore le nombre de travailleurs canadiens disponibles. Au cours de la même période, la demande de main-d'œuvre agricole de la province augmentera grâce aux perspectives de production positives de certaines industries agricoles clés, notamment l'industrie des fruits de verger et de la vigne et l'industrie de la culture en serre et en pépinière et de la floriculture.

Étant donné ces tendances démographiques et de production, le déficit de travailleurs agricoles de la Nouvelle-Écosse devrait augmenter à 2 600 travailleurs d'ici 2029, soit 37 % de la demande totale de travailleurs à ce moment-là.

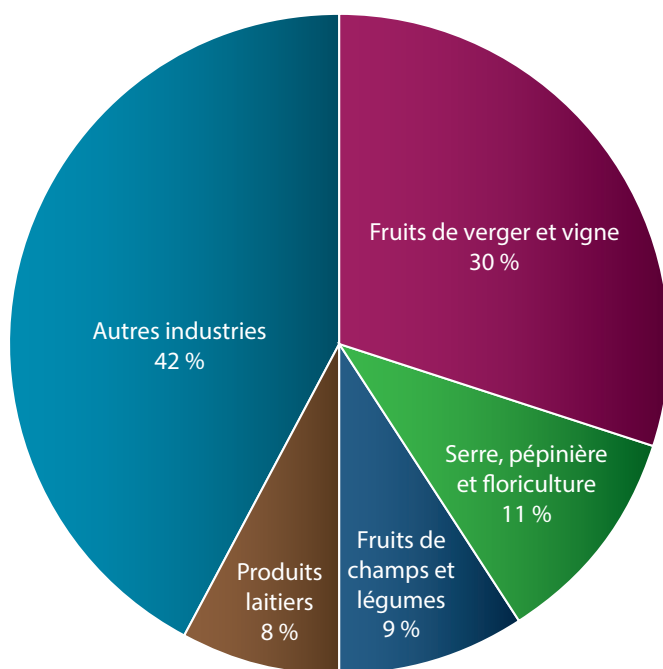


Principales industries agricoles

La gamme de produits de la Nouvelle-Écosse a changé au cours de la dernière décennie. La main-d'œuvre de l'industrie laitière, de l'industrie des serres, des pépinières et de la floriculture et de l'industrie du porc a diminué, alors que celle de l'industrie des fruits de verger et de la vigne a augmenté. Par conséquent, le secteur agricole de la province est de plus en plus dominé par l'industrie des fruits de verger et de la vigne. Cette industrie est maintenant le plus important employeur agricole de la province, avec 30 % de la main-d'œuvre agricole de la Nouvelle-Écosse. Parmi les autres employeurs importants, mentionnons l'industrie des serres, des pépinières et de la floriculture (11 %), l'industrie des fruits de champs et légumes (9 %) et l'industrie laitière (8 %).

Bien que la part de la main-d'œuvre agricole de la Nouvelle-Écosse au Canada soit faible, la province compte un nombre démesuré de travailleurs canadiens du secteur des fruits de verger et de la vigne et du secteur de l'aquaculture.

Profil de l'emploi agricole en Nouvelle-Écosse



Tendances de la production

Bien que la demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse sera limitée par les perspectives de production stables de l'industrie laitière, d'autres industries agricoles de la province présenteront vraisemblablement de bonnes perspectives de croissance de la production, ce qui devrait mener à une augmentation de la demande de main-d'œuvre globale.

Au cours de la prochaine décennie, une solide croissance de la production de 2,5 % par an dans l'industrie des fruits de verger et de la vigne contribuera à l'augmentation de la demande de main-d'œuvre, même si la productivité accrue permettra à chaque travailleur de générer un niveau de production moyen supérieur. La croissance solide de la production dans l'industrie des serres, des pépinières et de la floriculture devrait aussi contribuer à accroître les besoins en main-d'œuvre.

La demande de main-d'œuvre totale devrait s'accroître de 0,4 % par an pendant la période de prévision, ce qui est légèrement inférieur au taux de 0,5 % par an pour l'ensemble du Canada.



Prévisions du marché du travail

Bien que la demande de main-d'œuvre augmentera en Nouvelle-Écosse, le bassin de main-d'œuvre disponible tendra dans la direction opposée, ce qui accentuera l'écart entre les deux. Au cours de la dernière décennie, la demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse a connu une croissance supérieure à la moyenne de 1,5 % par an, comparativement à la moyenne nationale de -0,7 % par an. Cette croissance devrait se poursuivre jusqu'en 2029, mais à un rythme plus modéré.

L'augmentation de la production dans certaines des principales industries agricoles de la Nouvelle-Écosse fera grimper la demande de main-d'œuvre de 0,4 % par an en moyenne d'ici 2029. En 2017, 6 800 travailleurs étaient requis dans le secteur; d'ici 2029, ce nombre atteindra 7 200.

Toutefois, l'offre intérieure de main-d'œuvre connaîtra un déclin rapide au cours de cette même période. L'augmentation du nombre de départs à la retraite et la baisse du nombre de jeunes dans la province entraîneront une baisse de 1,4 % par an de l'offre de main-d'œuvre agricole dans la province.

Par conséquent, on prévoit que l'écart entre le nombre de travailleurs nécessaires dans le secteur

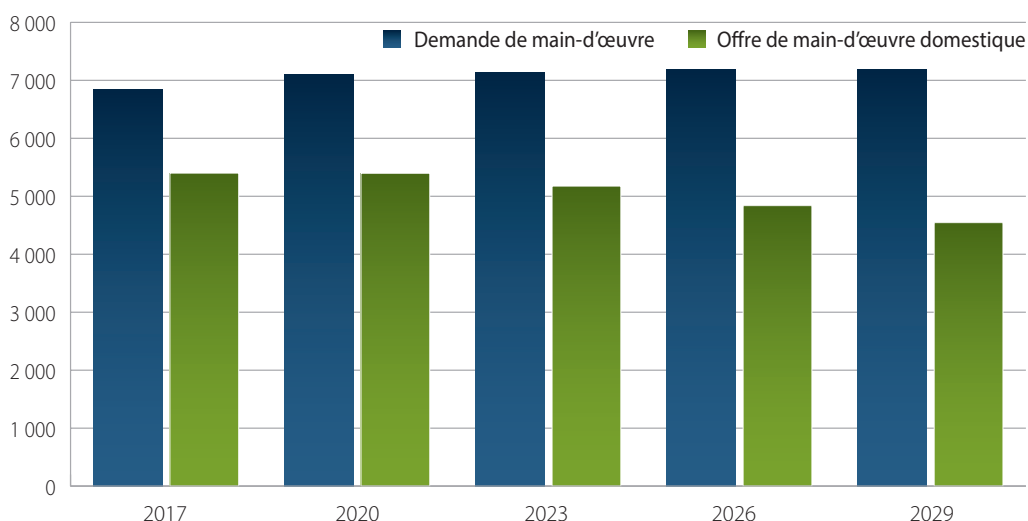
POINTS SAILLANTS DE LA RECHERCHE

- **41 %** des agriculteurs de la Nouvelle-Écosse n'ont pas été en mesure de trouver tous les travailleurs dont ils avaient besoin en 2018, comparativement à 47 % pour l'ensemble du Canada.
- **40 %** des agriculteurs de la Nouvelle-Écosse s'attendent à ce que l'emploi dans leur exploitation augmente au cours des cinq prochaines années, tandis que seulement 24 % prévoient une baisse.

agricole de la Nouvelle-Écosse et le nombre de travailleurs canadiens disponibles s'élargira de 5,2 % par an. D'ici 2029, on estime à 2 600 le nombre d'emplois qui pourraient ne pas être pourvus en raison d'un manque de main-d'œuvre canadienne.

La pénurie de main-d'œuvre frappera plus durement certaines industries. L'industrie des fruits de verger et de la vigne et l'industrie des fruits de champs et des légumes seront les plus touchées par la pénurie de main-d'œuvre agricole : environ 1 500 emplois et 400 emplois, respectivement, pourraient ne pas être pourvus dans ces industries d'ici 2029. Qui plus est, l'industrie des fruits de verger et de la vigne, le plus gros employeur de la province, sera également confrontée aux pressions de main-d'œuvre les plus fortes par rapport à ses besoins. D'ici 2029, le pourcentage d'emplois à risque dans cette industrie augmentera à 37 % par rapport à la demande, ce qui signifie qu'environ un emploi sur trois dans cette industrie sera à risque.

La pénurie de main-d'œuvre s'accroît dans l'industrie agricole de la Nouvelle-Écosse



Travailleurs étrangers

Le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse présente une forte dépendance à l'égard des travailleurs étrangers. Avec 29 % de sa main-d'œuvre agricole totale composée de travailleurs étrangers, la Nouvelle-Écosse se classe au deuxième rang de toutes les provinces au chapitre de la dépendance à l'égard de cette source de main-d'œuvre. Seul l'Ontario, à 30 %, a une dépendance plus élevée.

Le secteur agricole de la province employait environ 1 900 travailleurs étrangers en 2017, lesquels travaillaient presque tous dans l'une des trois industries agricoles nécessitant un grand travail de cueillette et d'emballage à la main, particulièrement à la haute saison. L'industrie des fruits de verger et de la vigne employait environ 1 400 travailleurs étrangers (76 % de tous les travailleurs étrangers), l'industrie des fruits de champs et des légumes en employait environ 270 (14 %), et l'industrie des serres, des pépinières et de la floriculture en employait environ 180 (10 %).



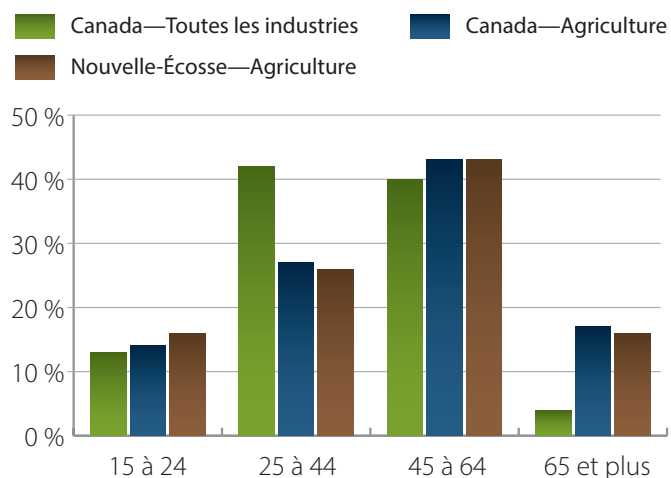
Tendances démographiques

Les départs à la retraite et la diminution du nombre de jeunes dans la province contribueront de façon importante à la baisse de l'offre de main-d'œuvre agricole.

L'offre de main-d'œuvre agricole de la Nouvelle-Écosse diminuera rapidement au cours de la période de prévision, de 1,4 % par année en moyenne, principalement en raison de l'incidence des départs à la retraite et de la diminution du nombre de jeunes qui entrent dans l'industrie. En 2016, 59 % de la main-d'œuvre agricole de la Nouvelle-Écosse était âgée d'au moins 45 ans. Cela est comparable à la moyenne canadienne de 59 % pour le secteur agricole, mais est supérieur à la moyenne de 45 % pour l'ensemble des industries canadiennes. D'ici 2029, 43 % de la main-d'œuvre agricole actuelle de la Nouvelle-Écosse devrait prendre sa retraite, ce qui la place au deuxième rang de l'ensemble des provinces, derrière Terre-Neuve-et-Labrador.

Simultanément, la province est confrontée à un nombre de jeunes décroissant. Au cours de la prochaine décennie, le nombre de jeunes se joignant à la population active agricole de la province diminuera de 22 %, ce qui représente la troisième baisse la plus marquée de toutes les provinces.

Répartition de la main-d'œuvre selon l'âge en 2016



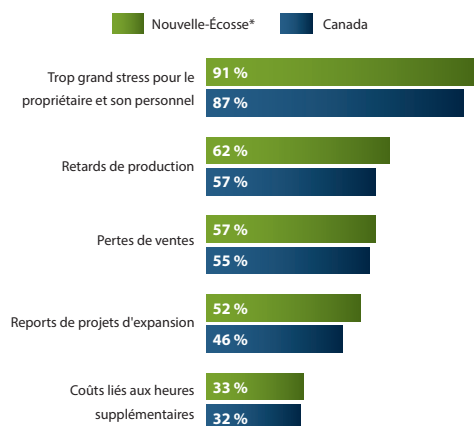
Répercussions financières

Les pénuries grandissantes de main-d'œuvre agricole dans la province risquent d'entraîner des pertes financières dans le secteur et de limiter le potentiel de croissance.

Il est resté 250 emplois non pourvus dans le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse en 2017, soit l'équivalent de 5,1 % de l'effectif total du secteur. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne nationale de 5,4 % pour le secteur agricole, ces problèmes de main-d'œuvre ont coûté à la province 33 millions de dollars, soit 5,9 % des ventes.

En outre, l'incapacité à trouver suffisamment de travailleurs a eu des répercussions sur les employeurs agricoles de la Nouvelle-Écosse à d'autres égards. Parmi les producteurs qui ont signalé des pénuries de main-d'œuvre, 91 % ont parlé d'un stress excessif pour le propriétaire et les autres employés, comparativement à 87 % pour l'ensemble du Canada. Les employeurs de la province ont également été légèrement plus touchés par les retards de production et les pertes de ventes que la moyenne nationale. Les pénuries de main-d'œuvre ont également freiné le potentiel de croissance de la province, puisque 52 % des personnes interrogées ont mentionné le retard ou l'annulation de projets d'expansion comme conséquence directe du nombre insuffisant de travailleurs.

Répercussions des pénuries de main-d'œuvre



*Selon les réponses de 21 producteurs de la Nouvelle-Écosse qui ont déclaré ne pas avoir accès à tous les travailleurs dont ils ont besoin.

Défis liés à la main-d'œuvre

L'industrie agricole de la Nouvelle-Écosse est confrontée à certaines difficultés pour ce qui est d'attirer et de retenir suffisamment de travailleurs.

La capacité du secteur à attirer et à maintenir en poste suffisamment de travailleurs agricoles est entravée par l'emplacement rural, l'incapacité à trouver des travailleurs possédant l'expérience ou les compétences appropriées, la rémunération insuffisante et les conditions de travail.

Recrutement de travailleurs

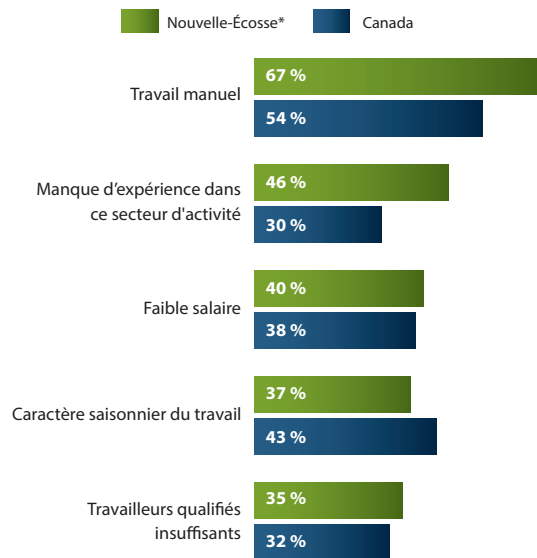
En matière de recrutement de travailleurs agricoles, la Nouvelle-Écosse est confrontée aux mêmes défis que le reste du Canada. Toutefois, les employeurs agricoles de la province sont bien plus susceptibles d'éprouver des difficultés liées à l'incapacité de trouver des travailleurs ayant une expérience appropriée. Près d'un employeur sur deux (46 %) a cité le manque d'expérience dans le secteur comme un obstacle au recrutement, comparativement à 30 % pour les exploitations agricoles partout au Canada.

Les employeurs de la Nouvelle-Écosse étaient également plus susceptibles de citer le travail manuel comme un obstacle à l'embauche, environ deux employeurs sur trois (67 %) le considérant comme un obstacle au recrutement, comparativement à la moyenne nationale de 54 %.

Sur une note positive, un employeur agricole sur quatre (25 %) a indiqué que l'emplacement rural des exploitations constituait un obstacle au recrutement, ce qui les place au dernier rang de l'ensemble des provinces.



Défis liés au recrutement de la main-d'œuvre



*Selon les réponses de 57 producteurs de la Nouvelle-Écosse.

Maintien en poste des travailleurs

Le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse présente un taux de roulement involontaire équivalent à la moitié de la moyenne nationale (1,2 % comparativement à 2,5 %). En même temps, son taux de roulement volontaire de 2,4 % est le plus bas au Canada et représente moins du quart de la moyenne nationale du secteur, qui s'élève à 10 %. La province profite également de très faibles taux de roulement saisonnier.

Les employeurs agricoles de la province se heurtent à des défis similaires aux autres provinces pour ce qui est de retenir les travailleurs. Les conditions de travail (p. ex. la nature saisonnière du travail) étaient un problème pour environ deux employeurs sur trois (64 %) comparativement à 62 % des employeurs agricoles à l'échelle nationale, et 11 % des employeurs de la Nouvelle-Écosse citent l'instabilité des gains comme principal problème de maintien en poste, comparativement à 10 % pour l'ensemble du Canada. L'insuffisance de la rémunération par rapport aux autres secteurs de la province se démarque comme ayant un impact plus important en Nouvelle-Écosse, puisque 52 % des employeurs ont indiqué qu'il s'agissait

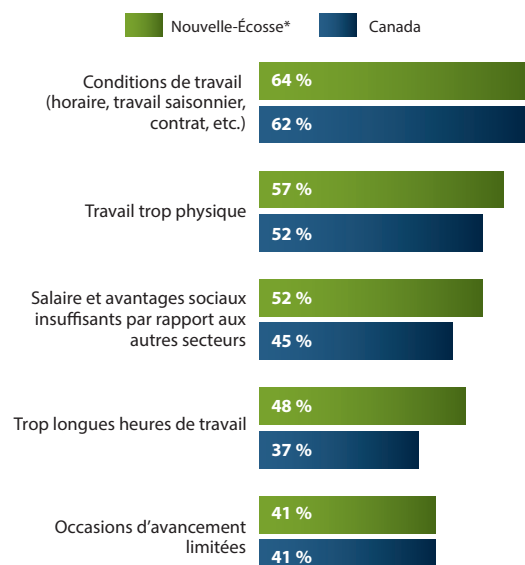
d'un défi, ce qui est nettement plus élevé que les 45 % qui ont mentionné ce problème à l'échelle nationale.

Une autre difficulté importante, signalée par 57 % des employeurs agricoles de la province, est la nature physique du travail.

Postes les plus difficiles à pourvoir

Au cours de la période de prévision, le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse aura le plus de difficultés à pourvoir les postes d'ouvrier agricole polyvalent et de manœuvres à la récolte. Ensemble, ces professions représentaient la moitié de la main-d'œuvre agricole de la province en 2017. D'ici 2029, elles continueront de compter pour la plus grande partie de la pénurie de main-d'œuvre de la province, avec environ 1 500 postes d'ouvrier agricole polyvalent et 300 postes de manœuvres à la récolte à risque de demeurer non pourvus en raison d'un manque de travailleurs. Les postes de gestionnaires dans le domaine de l'agriculture et de pépiniéristes et serriculteurs seront également difficiles à pourvoir—chacun de ces domaines risque de voir 200 emplois non pourvus d'ici la fin de la période de prévision.

Défis liés au maintien en poste des travailleurs



*Selon les réponses de 56 producteurs de la Nouvelle-Écosse.



Conclusion

En raison de la grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers et d'une pénurie de main-d'œuvre qui s'intensifie rapidement, le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse sera aux prises avec des défis au cours des prochaines années.

La Nouvelle-Écosse présente un grand nombre d'emplois ne pouvant être pourvus par la main-d'œuvre canadienne, ainsi qu'une grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers. C'est pourquoi la province se plaçait au troisième rang des provinces canadiennes pour le déficit de travailleurs par rapport à la demande en 2017.

Au cours des prochaines années, l'augmentation du nombre de départs à la retraite et la baisse de l'offre de jeunes travailleurs accroîtront considérablement la pénurie de main-d'œuvre de la province. D'ici 2029, il n'y aura plus assez de travailleurs canadiens pour pourvoir plus d'un emploi sur trois (37 %) requis par le secteur agricole provincial pour réaliser son potentiel de production.

Pour résoudre ses problèmes de main-d'œuvre, la province devra surmonter un certain nombre de difficultés majeures :

- Le déclin des populations rurales complique la tâche des employeurs en milieu rural qui tentent d'attirer des travailleurs. Plus d'un employeur sur trois (35 %) a signalé ce facteur comme étant une difficulté, comparativement à la moyenne de 27 % à l'échelle du Canada.
- Plus de la moitié des employeurs (52 %) a cité l'insuffisance des salaires par rapport à d'autres secteurs comme étant un obstacle au maintien en poste, soit l'une des proportions les plus élevées de toutes les provinces.
- Le manque d'expérience dans le secteur nuit au recrutement en Nouvelle-Écosse. Près de la moitié des employeurs agricoles (46 %) mentionnent cela comme un obstacle au recrutement, comparativement à une moyenne nationale de seulement 30 %.



- Le secteur agricole de la province est mis à risque par sa grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers, car des changements aux politiques pourraient réduire ou même éliminer cette source de main-d'œuvre dans l'avenir.

Toutefois, l'industrie agricole de la province possède aussi des points forts dont elle pourrait tirer parti :

- Le secteur agricole de la Nouvelle-Écosse présente le taux de roulement volontaire le plus faible au pays. Il ne s'élève qu'à 2 %, comparativement à 10 % pour l'ensemble du Canada.
- Le recours à des bassins de travailleurs souhaitant travailler seulement une partie de l'année (p. ex. les retraités) peut aider à répondre au besoin de ce secteur qui nécessite un grand nombre de travailleurs durant des périodes données.
- Le secteur a la possibilité de faire appel à des programmes de formation, au mentorat et à l'encadrement pour accroître les compétences de la main-d'œuvre.

Au cours de la période de prévision, la Nouvelle-Écosse devra trouver des moyens d'élargir le bassin de main-d'œuvre canadienne afin de résoudre sa pénurie de main-d'œuvre qui augmente rapidement, d'éviter des pertes financières et de réaliser son potentiel de croissance.

À propos de ce rapport

Le présent rapport constitue une mise à jour de l'étude relative à l'information sur le marché du travail (IMT) que le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) a menée entre 2014 et 2016. La recherche vise à réévaluer le marché du travail actuel, à réaliser des projections de l'offre et de la demande de travailleurs agricoles entre 2018 et 2029, et à recommander des solutions potentielles aux problèmes de main-d'œuvre.

Le Conference Board du Canada, mandaté par le CCRHA, a élaboré un modèle économique qui prévoit l'offre et la demande de travail agricole dans chaque province, pour 11 groupes de production différents et pour 25 groupes professionnels.

Le modèle économique a été validé grâce à plusieurs activités de consultation de l'industrie menées dans tout le Canada, notamment :

- **Une enquête de grande envergure** menée auprès de 1 316 employeurs, 278 travailleurs et 110 intervenants du secteur agricole.
- **Huit webinaires** centrés sur des groupes de production particuliers, ayant rassemblé un total de 160 participants.
- Une présentation du groupe consultatif.

Ces données ont été utilisées pour produire les rapports suivants :

Rapports et fiches d'information portant sur des produits précis

Apiculture ■ Aquaculture ■ Bœuf ■ Produits laitiers ■ Fruits de champs et légumes ■ Céréales et oléagineux ■ Culture en serre et en pépinière et floriculture ■ Volaille et œufs ■ Mouton et chèvre ■ Porc ■ Fruits de verger et de vigne

Rapports et fiches d'information régionaux

National ■ Colombie-Britannique ■ Alberta ■ Saskatchewan ■ Manitoba ■ Ontario ■ Québec ■ Nouveau-Brunswick ■ Île-du-Prince-Édouard ■ Nouvelle-Écosse ■ Terre-Neuve-et-Labrador

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant la recherche ou pour accéder à des rapports supplémentaires portant sur des produits précis, des rapports nationaux ou des rapports provinciaux, veuillez consulter le site Web du CCRHA à l'adresse suivante : www.AgriLMI.ca.

À propos de CCRHA

Le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) est un organisme sans but lucratif national qui se préoccupe de problèmes relatifs aux ressources humaines au sein des entreprises agricoles partout au Canada. Le CCRHA mène des recherches sur l'industrie et élabore des produits et des services conçus dans le but d'aider les employeurs agricoles à attirer, maintenir en poste et perfectionner la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour réussir.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Conseil et ses produits et services destinés au secteur agricole canadien, veuillez vous rendre à l'adresse www.cahrc-ccrha.ca.





Remerciements

Le Conseil canadien des ressources humaines en agriculture (CCRHA) tient à remercier les bénévoles, le groupe consultatif, le groupe formé de spécialistes provinciaux en matière d'information sur le marché du travail et le Comité directeur stratégique pour leurs conseils et leur appui.

Groupe consultatif sur le projet d'information sur le marché du travail

Présidence : Alberta Federation of Agriculture, Humphrey Banack
Aboriginal Aquaculture Association : Marguerite Parker
AGRIcarrières : Robert Ouellet
Alliance agricole du Nouveau-Brunswick : Marc Ouellet
Agriculture et Agroalimentaire Canada : Li Xue, Alejandro De Maio-Sukic et Michael Donohue
Agri-Food Economic Systems : Al Mussel
Agri-Food Management Excellence : Larry Martin
Ag Women's Network : Katie Keddy
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture : Cyr Couturier
Canadian Canola Growers Association : Gayle McLaughlin
Fédération canadienne de l'agriculture : Norm Hall et Chris van den Heuvel
Conseil canadien de l'horticulture : Beth Connery
Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes : Leslie Sison
Conseil canadien du porc : Phyllis MacCallum
Fédération canadienne du mouton : Harry Elsinga
Financement agricole Canada : Marty Seymour
Conseiller agricole autochtone : Trevor Kempthorne
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada : Martha Justus et Jonathan Van Amburg
Newfoundland and Labrador Federation of Agriculture : Merv Wiseman
Fédération de l'agriculture de l'Ontario : Peter Sykanda
Prince Edward Island Agriculture Sector Council : Laurie Loane
Saskatchewan Women in Agriculture : Stacy Brownridge

Groupe de spécialistes provinciaux de l'information sur le marché du travail

Présidence : Stephanie Cruickshanks, Manitoba, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et du Développement rural du Manitoba
Colombie-Britannique : Heather Anderson et Kelly Rainsforth, ministère de l'Agriculture de la C.-B.
Alberta : Gerard Bos, ministère de l'Agriculture et des Forêts de l'Alberta
Saskatchewan : Bob Wiens, ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan
Ontario : Jill Melo-Graydon, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario
Nouvelle-Écosse : Bettina Brown, ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse
Québec : Hélène Brassard, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Nouveau-Brunswick : John Calhoun, ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick
Île-du-Prince-Édouard : Darryl O'Brien, ministère de l'Agriculture et des Forêts de l'Île-du-Prince-Édouard
Terre-Neuve-et-Labrador : Derrick Barrett, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle
Agriculture et Agroalimentaire Canada : Li Xue, Alejandro De Maio-Sukic

Il est interdit de reproduire ou de transmettre l'information (ou le contenu de la publication ou du produit), sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou par photocopie ou enregistrement, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation du CCRHA.

Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture
Publication : septembre 2019

T : 613-745-7457
C : info@cahrc-ccrha.ca

Il est possible de télécharger le présent document sur www.cahrc-ccrha.ca
Tous droits réservés. © 2019 CCRHA

Références photographiques : Alberta Milk, Fédération canadienne du mouton, MOPANI, Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse, Murray Porteous, Lydia Schouten.